

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

DIVISION DE LA PREVISION

CELLULE DES FINANCES PUBLIQUES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF FINANCE

GENERAL SECRETARIAT

DIVISION OF FORECAST

PUBLIC FINANCE UNIT

EXECUTION BUDGETAIRE A FIN SEPTEMBRE 2018

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2018, le budget de l'Etat s'est exécuté dans un contexte marqué au plan international par : (i) le ralentissement de l'activité économique mondiale, engendré par la guerre commerciale entre les États-Unis et leurs partenaires ; (ii) la détérioration de la situation économique de certains grands pays émergents et en développement, du fait du durcissement des conditions financières, des tensions géopolitiques et du relèvement des prix du pétrole ; (iii) la réactivation des sanctions économiques contre l'Iran, un pays exportateur de pétrole important, suite à la sortie des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien (iv) la hausse de l'inflation en rythme annuel chez certains des principaux partenaires commerciaux du Cameroun.

Au plan national, le contexte d'exécution du budget est marqué par : (i) la préparation et l'organisation de l'élection présidentielle du 07 octobre 2018 ; (ii) les visites d'inspection des chantiers de la CAN 2019 de la Confédération Africaine de Football relatives à la confirmation de l'attribution de cette compétition ; (iii) la conclusion satisfaisante de la deuxième revue du programme économique et financier, qui rassure sur le décaissement des appuis budgétaires prévus ; (iii) l'adoption d'une loi de finances rectificative, pour prendre en compte le surplus des recettes pétrolières ; (iv) l'évolution favorable des cours mondiaux du pétrole, qui enregistrent une hausse de plus de 40% en rythme annuel ; (v) une amélioration substantielle de la capacité d'absorption des financements extérieurs.

S'agissant des cours des principaux produits exportés au cours des neuf premiers mois de l'année, excepté ceux des cafés et de l'huile de palme qui ont baissé, ils sont en hausse par rapport à la même période en 2017. Le cours moyen du pétrole s'établit à 73,4 dollars le baril, en hausse de 41,2% par rapport à la même période de 2017. Les prix moyens du cacao et de l'aluminium augmentent de 18,6% et 11,6% respectivement, pour s'établir à 2 339 dollars et 2 146 dollars la tonne. Celui du coton brut s'accroît de 7,5% et se situe à 356,1 cents/kg. A contrario, les cours moyens des cafés robusta et arabica baissent de 19,8% et 17,2% respectivement et s'élèvent à 85,8 cents/ib et 112 cents/ib. Le prix moyen de l'huile de palme diminue également de 9,4% pour se situer à 600,8 dollars la tonne.

Au terme des neuf premiers mois de 2018, les réalisations des ressources budgétaires totales s'élèvent à 3 472,8 milliards. Elles s'accroissent de 294,3 milliards (+9,3%) par rapport aux neuf premiers mois de l'année précédente où elles étaient de 3 178,5 milliards. Cet accroissement résulte à la fois des recettes budgétaires internes et des emprunts et dons.

Les recettes budgétaires internes recouvrées se situent à 2 391,5 milliards, en hausse de 220 milliards (+10,1%) par rapport à la même période de 2017 où elles étaient de 2 171,5 milliards. Cette hausse s'observe sur toutes les principales rubriques de ces recettes.

Les emprunts et dons se chiffrent à 1 081,3 milliards contre 1 007 milliards au terme des neuf premiers mois de 2017, soit une augmentation de 74,3 milliards (+7,4%). Cette

augmentation découle de l'accélération des tirages au titre des prêts projets et des appuis budgétaires décaissés dans le cadre de la mise en œuvre du programme économique et financier.

Les dépenses budgétaires totales base ordonnancements s'élèvent à 2 959,7 milliards à fin septembre 2018 contre 2 982,8 milliards à fin septembre 2017, soit une diminution de 23,1 milliards (-0,8%) entre les deux périodes. Cette baisse s'observe essentiellement au niveau des dépenses d'investissement.

S'agissant des prévisions, le taux de réalisation des ressources budgétaires totales est de 99,3% par rapport aux 3 496,9 milliards d'objectif pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018. Cette performance est imputable aux emprunts et dons, dont le taux de réalisation est de 105,8% par rapport aux 1 022,1 milliards de prévision. Les recettes budgétaires internes ont été réalisées à hauteur de 96,6% comparativement aux 2 474,7 milliards ciblés.

Les dépenses budgétaires totales base ordonnancements étaient prévues à 3 518,8 milliards pour les neuf premiers mois de l'année 2018. Leur taux d'exécution est de 84,1%. Par composantes, le taux d'exécution des dépenses courantes est de 87,5%, celui des dépenses d'investissement se situe à 102%, tandis que le service de la dette publique a été exécuté à hauteur de 54,7%. La faible performance enregistrée au niveau de la dette publique est essentiellement due à la dette non structurée, qui a fait l'objet d'un audit et dont le plan d'apurement est en cours d'élaboration. En effet, il n'y a pas d'arriérés sur la dette extérieure, ni sur les titres publics (BTA, OTA, emprunts obligataires et Eurobond) dont les engagements et les échéances sont rigoureusement respectés.

I- LES RECETTES BUDGETAIRES

1- Les recettes pétrolières s'élèvent à 343,6 milliards à fin septembre 2018, en hausse de 59,1 milliards (+20,8%) par rapport à fin septembre 2017, essentiellement du fait de la progression de 41,2% des cours mondiaux du pétrole en glissement annuel. Elles contiennent 283,7 milliards de redevance pétrolière SNH et 59,9 milliards d'impôt sur les sociétés pétrolières. Par rapport aux 324,7 milliards de prévision pour les neuf premiers mois, elles enregistrent un taux de réalisation de 105,8%.

2- Les recettes non pétrolières sont de 2 047,9 milliards à fin septembre 2018 contre 1 887 milliards à fin septembre 2017, soit une augmentation de 160,9 milliards (+8,5%) entre les deux périodes. Comparativement aux 2 150 milliards de prévision, elles sont en retrait de 102,1 milliards, soit un taux de réalisation de 95,2%. Cette sous performance résulte de la sous réalisation enregistrée au niveau des recettes fiscales. L'évolution et les réalisations des principales composantes des recettes non pétrolières sont présentées ci-après.

a) Les recettes des impôts et taxes recouvrées au terme des neuf premiers mois de l'exercice 2018 se chiffrent à 1 360,2 milliards contre 1 277,3 milliards au cours des neuf premiers mois de 2017, soit une augmentation de 82,9 milliards (+6,5%). Cette hausse est principalement induite par la TVA (+30 milliards), l'IRPP (+12,9 milliards), l'impôt sur les sociétés non pétrolières (+12,5 milliards), et la TSPP (+4,7 milliards). Par rapport aux 1 422 milliards d'objectif pour les neuf premiers mois, les recettes d'impôts et taxes sont en retrait de 61,8 milliards, soit un taux de réalisation de 95,7%. Cette sous réalisation s'observe principalement au niveau de la TVA qui affiche un taux de réalisation de 92,9%, de l'impôt sur les sociétés non pétrolières (93,3%), des droits d'enregistrement et du timbre (85%) et des droits d'accises (95,1%). Ces impôts sont affectés par la conjoncture économique difficile et les perturbations d'activités dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest.

b)- Les recettes douanières s'élèvent à 539,4 milliards à fin septembre 2018 contre 519,6 milliards à fin septembre 2017, soit une hausse de 19,8 milliards (+3,8%) en

glissement annuel. Cette hausse est principalement imputable à la TVA à l'importation et aux droits de sortie, dont les recouvrements augmentent de 12,5 milliards et 11,8 milliards respectivement. Comparativement aux 602 milliards prévus à fin septembre 2018, les recettes douanières sont en retrait de 62,6 milliards, soit un taux de réalisation de 89,6%.

c)- Les recettes non fiscales s'accroissent de 58,2 milliards (+64,6%) et s'établissent à 148,3 milliards à fin septembre 2018. Par rapport aux 84 milliards de prévision, elles sont en dépassement de 22,3 milliards, soit un taux de réalisation de 117,7%, du fait du renforcement dans le suivi du recouvrement et du paiement de la redevance portuaire par le concessionnaire du port de Kribi.

II- LES DEPENSES BUDGETAIRES

1- Les dépenses courantes baissent de 55,2 milliards (-3,5%) en glissement annuel pour se situer à 1 537,1 milliards à fin septembre 2018. Par rapport aux 1 756,7 milliards fixés comme objectif, elles sont en retrait de 219,6 milliards, soit un taux d'exécution de 87,5%. L'évolution et les réalisations des principales rubriques des dépenses courantes sont données ci-dessous.

a)- Les dépenses de personnel s'accroissent de 5,3% en rythme annuel et s'établissent à 744,2 milliards pour les neuf premiers mois de 2018. Elles sont en retrait de 22,8 milliards par rapport aux 768 milliards prévus, soit un taux d'exécution de 96,9%.

b)- Les dépenses de biens et services diminuent de 100 milliards (-15,9%) en glissement annuel et s'élèvent à 528,1 milliards à fin septembre 2018. Le taux d'exécution de ces dépenses est de 83,8% comparativement aux 630,2 milliards d'objectif sur la période.

c)- Les dépenses de transferts et pensions se chiffrent à 264,8 milliards au terme des neuf premiers mois de l'exercice 2018, en augmentation de 7,5 milliards (+2,9%) par rapport à la même période de l'exercice précédent. Par rapport aux 358,5 milliards prévus, elles enregistrent une sous consommation de 93,7 milliards et un taux d'exécution de 73,9%.

2- Les dépenses d'investissement sont de 988,1 milliards à fin septembre 2018 contre 1 125,9 milliards à fin septembre 2017, soit une baisse de 137,8 milliards (-12,2%) entre les deux périodes. Par rapport à la prévision de 968,1 milliards, ces dépenses sont en dépassement de 19,8 milliards, soit un taux d'exécution de 102%. L'évolution et les réalisations des différentes rubriques des dépenses d'investissement sont présentées ci-après.

a)- Les dépenses d'investissement sur ressources propres s'élèvent à 413,1 milliards à fin septembre 2018, baissant de 232,4 milliards (-36%) en rythme annuel. Par rapport à la prévision des neuf premiers mois de 2018 fixée à 493,6 milliards, elles sont en retrait de 80,5 milliards, soit un taux d'exécution de 83,7%.

b)- Les dépenses d'investissement sur financements extérieurs s'établissent à 556,5 milliards à fin septembre 2018 et augmentent de 95,9 milliards en rythme annuel. Par rapport aux 447 milliards prévus pour les neuf premiers mois de 2018, leur taux d'exécution est de 124,5%.

c)- Les dépenses de restructuration se chiffrent à 18,5 milliards à fin septembre 2018 contre 19,8 milliards à la même période de l'exercice 2017, soit une diminution de 1,3 milliard. Leur taux d'exécution est de 66,7% par rapport aux 28,7 milliards d'objectif.

3- Le service de la dette publique

Le service de la dette publique s'établit à 434,5 milliards au terme des neuf premiers mois de l'exercice 2018 contre 264,6 milliards pour les neuf premiers mois de 2017, soit une

hausse de 169,9 milliards (+64,2%) en glissement annuel. Cette hausse s'observe à la fois au niveau des deux grandes catégories de dette publique. Par rapport aux 793,8 milliards prévus, le taux d'exécution du service de la dette publique est de 54,7%, essentiellement du fait de la dette non structurée, qui a fait l'objet d'un audit et dont le plan d'apurement est en cours d'élaboration.

a)- Le service effectif de la dette extérieure s'élève à 260 milliards à fin septembre 2018 contre 138,8 milliards à fin septembre 2017, soit une augmentation de 121,2 milliards (+87,3%). Son taux de réalisation est de 100,4% et, il n'y a pas d'accumulation d'arriérés sur la dette extérieure.

b)- Les paiements au titre de la dette intérieure progressent de 48,7 milliards (+38,7%), passant de 125,8 milliards à fin septembre 2017 à 174,5 milliards à fin septembre 2018, principalement du fait de l'amélioration de l'apurement des arriérés intérieurs. Par rapport aux 257,3 milliards prévus, le taux d'exécution de ces paiements est de 32,6%, imputable à la dette non structurée, qui a fait l'objet d'une évaluation et d'un audit. Il convient de relever qu'il n'y a pas d'arriérés sur les titres publics (BTA, OTA, emprunts obligataires et Eurobond) dont les engagements et les échéances sont rigoureusement respectés.

III- SOLDES BUDGETAIRES DE BASE

Au terme des neuf premiers mois de l'exercice 2018, reflétant les recettes et dons mobilisées et les dépenses exécutées, le solde primaire se situe à -318,4 milliards. Le solde primaire non pétrolier s'établit à -662 milliards.

Afin d'assurer une bonne exécution du budget de l'Etat et l'atteinte des objectifs de l'année 2018, dans un contexte économique, social et budgétaire relativement difficile, la mise en œuvre des mesures prises depuis le début du second semestre se poursuit. Elles concernent notamment le renforcement de la mobilisation des recettes non pétrolières, le resserrement de la régulation budgétaire et l'amélioration du contrôle de l'effectivité de la dépense publique./-

EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT A FIN SEPTEMBRE 2018

(En milliards de FCFA, sauf précision contraire)

RUBRIQUES	L.F. 2018 (a)	Ordonnance 2018 (b)	janv-sept 18 Prévisions (c)	janv-sept 18 Réalizations (d)	janv-sept 17 Réalizations (e)	Ecart (d-c)	Taux de Réalisation (d/c) (%)	Variation	
								(d/e) (abs)	(d/e) (%)
A- RECETTES INTERNES	3175,0	3324,0	2474,7	2391,5	2171,5	-83,3	96,6	220,0	10,1
I-Recettes pétrolières	362,0	444,0	324,7	343,6	284,4	18,9	105,8	59,1	20,8
1-Redevance SNH	270,5	352,5	264,4	283,7	239,1	19,3	107,3	44,6	18,6
2- IS pétrole	91,5	91,5	60,3	59,9	45,3	-0,4	-	14,6	32,2
II- Recettes non pétrolières	2813,0	2880,0	2150,0	2047,9	1887,0	-102,1	95,2	160,9	8,5
1- Recettes Fiscales	2645,0	2712,0	2024,0	1899,6	1796,9	-124,4	93,9	102,7	5,7
a- Recettes des impôts et taxes	1845,0	1912,0	1422,0	1360,2	1277,3	-61,8	95,7	82,9	6,5
dont - IRPP	248,0	253,0	187,0	200,5	187,6	13,5	107,2	12,9	6,9
- TVA	709,0	766,0	549,9	510,8	480,8	-39,1	92,9	30,0	6,2
- IS non pétrole	360,0	365,0	290,7	271,3	258,8	-19,4	93,3	12,5	4,8
- Droits d'accises	200,0	200,0	149,9	142,6	143,4	-7,3	95,1	-0,8	-0,6
- Droits d'enreg.et timbre	123,9	125,8	91,1	77,5	75,4	-13,6	85,0	2,1	2,8
- TSPP	132,0	132,0	66,8	97,6	92,9	30,8	146,2	4,7	5,1
b- Recettes douanières	800,0	800,0	602,0	539,4	519,6	-62,6	89,6	19,8	3,8
dont - Droit de douane import.	374,9	374,9	282,1	241,8	245,3	-40,3	85,7	-3,5	-1,4
- TVA import.	382,6	382,6	1722,7	247,2	234,7	-1475,5	14,3	12,5	5,3
- Droits d'accises import.	12,8	12,8	9,6	11,4	12,7	1,8	118,4	-1,3	-10,5
- Droits de sortie	20,4	20,4	15,4	28,3	16,5	12,9	184,4	11,8	71,3
2- Recettes non fiscales	168,0	168,0	126,0	148,3	90,1	22,3	117,7	58,2	64,6
B- EMPRUNTS ET DONS	1338,5	1365,5	1022,1	1081,3	1007,0	59,2	105,8	74,3	7,4
- Prêts projets	571,0	571,0	428,3	547,6	449,6	119,4	127,9	98,0	21,8
- Dons	64,5	64,5	48,4	40,6	24,5	-7,8	83,9	16,1	65,7
- Prêts FMI	86,0	86,0	64,5	43,6	100,6	-20,9	67,6	-57,0	-56,6
- Appuis budgétaires	261,0	248,0	184,0	183,8	244,2	-0,2	99,9	-60,5	-24,8
- Emission des titres publics	260,0	300,0	225,0	219,0	115,1	-6,0	97,3	103,9	90,3
- Emprunts bancaires	96,0	96,0	72,0	46,7	73,0	-25,3	64,9	-26,3	-36,0
TOTAL RESSOURCES BUDGETAIRES	4513,5	4689,5	3496,9	3472,8	3178,5	-24,1	99,3	294,3	9,3
DEPENSES									
I-Dépenses courantes	2195,3	2342,3	1756,7	1537,1	1592,3	-219,6	87,5	-55,2	-3,5
Dépenses de personnel	1024,0	1024,0	768,0	744,2	706,9	-23,8	96,9	37,3	5,3
Dépenses de Biens & Services	790,3	840,3	630,2	528,1	628,1	-102,1	83,8	-100,0	-15,9
dont - C2D	0,7	0,7	0,5	0,3	7,1	-0,2	57,1	-6,8	-95,8
Transferts et pensions	381,0	478,0	358,5	264,8	257,3	-93,7	73,9	7,5	2,9
II- Dépenses d'investissement	1291,1	1291,1	968,3	988,1	1125,9	19,8	102,0	-137,8	-12,2
Sur financements extérieurs	596,0	596,0	447,0	556,5	460,6	109,5	124,5	95,9	20,8
Sur ressources propres.	658,1	658,1	493,6	413,1	645,5	-80,5	83,7	-232,4	-36,0
dont - C2D	16,3	16,3	12,2	12,8	27,4	0,6	104,7	-14,6	-53,3
Dépenses de restructuration	37,0	37,0	27,8	18,5	19,8	-9,3	66,7	-1,3	-6,6
III- Service de la dette publique	1027,1	1056,0	793,8	434,5	264,6	-359,3	54,7	169,9	64,2
Dette extérieure	357,0	343,0	259,0	260,0	138,8	1,0	100,4	121,2	87,3
Dette intérieure	670,1	713,0	534,8	174,5	125,8	-360,3	32,6	48,7	38,7
dont - Amortissement du principal	312,3	312,3	258,1	33,7	33,8	-224,4	13,1	-0,1	-0,2
- Remboursement crédits de TVA	117,0	117,0	65,3	54,0	64,0	-11,3	82,8	-10,0	-15,6
- Arriérés intérieurs	200,0	200,0	150,0	63,9	18,0	-86,1	42,6	45,9	254,3
TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	4513,5	4689,5	3518,8	2959,7	2982,8	-559,1	84,1	-23,1	-0,8

Source: MINFI.